

Cour Suprême d'Ontario, est nommé juge en chef de la Seconde Division de la Cour Suprême d'Ontario et, *ex-officio*, juge à la division de la Haute Cour de la dite Cour Suprême d'Ontario. L'Hon. Francis R. Latchford, l'Hon. William Middleton, l'Hon. Cornelius A. Masten et l'Hon. Robert Smith, juges à la Cour Suprême d'Ontario, sont nommés juges d'appel de la seconde Division de la Cour Suprême d'Ontario et, *ex-officio*, juges de la Division de la Haute Cour de la dite Cour Suprême d'Ontario. 14 août, Martin J. Kenny, avocat, de Port Arthur, Ont., nommé juge de la Cour de District de Thunder Bay, Ont., et juge local à la Division de la Haute Cour de la Cour Suprême d'Ontario. 31 août, l'Hon. Sir William Mulock, C.C.M.G., de Toronto, Ont., juge en chef de la seconde Division de la Cour Suprême d'Ontario est nommé juge en chef de la première Division de la dite Cour avec rang et titre de juge en chef d'Ontario et, *ex-officio*, juge à la Division de la Haute Cour de la même Cour. L'Hon. Francis R. Latchford, juge d'appel à la seconde Division de la Cour Suprême d'Ontario, est nommé juge en chef de la même division et, *ex-officio*, juge à la Division de la Haute Cour de la Cour Suprême d'Ontario. Hon. John F. Orde, juge à la Cour Suprême d'Ontario est nommé juge d'appel à la seconde Division de la Cour Suprême d'Ontario et, *ex-officio*, juge à la Division de la Haute Cour de la dite Cour Suprême d'Ontario. William H. Wright, d'Owen Sound, Ont., d'Osgoode Hall, avocat, est nommé juge à la Cour Suprême d'Ontario et membre de la Division de la Haute Cour de la dite Cour et, *ex-officio*, membre de la Chambre des appels de la dite Cour. 2 novembre, l'Hon. Alexander K. Maclean, C.P., C.R., d'Halifax, N.-E., est nommé président de la Cour de l'Échiquier du Canada.

**Commissions.**—1922. 22 décembre, Louis Robichaud, avocat, de Richibouctou, N.-B., est nommé commissaire, aux fins de s'assurer si la destitution pour cause d'incompétence d'Albert M. Goguen, garde-pêche, était justifiée, si Wilfrid Bourgeois avait consciencieusement rempli ses devoirs de garde-pêche et si l'un ou l'autre de ces deux gardes-pêche était coupable de partisanerie politique; enfin de faire un rapport. 1923. 5 janvier, Pierre Dupuy, de Paris, France, secrétaire de l'Hon. Philippe Roy, Commissaire général du Canada en France, est nommé commissaire pour administrer le serment et recevoir, en France, les affidavits, déclarations et affirmations devant être produits à la Cour Suprême et à la Cour de l'Échiquier du Canada, le tout conformément aux lois canadiennes. 17 janvier, Simon James McLean, Ottawa, Ont., adjoint au Commissaire en chef de la Commission des Chemins de fer; Levi Thompson, avocat, de Qu'Appelle, Sask., et le général de brigade Thomas L. Tremblay, C.M.G., O.S.D., de Québec, P.Q., sont nommés commissaires, aux fins de procéder à une investigation sur les représentations faites au gouvernement canadien et relatées dans un arrêté ministériel du 17 janvier 1923; de s'enquérir sur les relations existantes et la convention conclue entre les compagnies de navigation et autres parties intéressées pour le transport du grain sur les navires des lacs Supérieur, Huron et Érié et l'assurance des ces grains; de s'informer de l'existence vraie ou alléguée d'une entente frauduleuse entre les armateurs, ayant pour but de contrôler les tarifs de fret et les conditions de transport du grain expédié des ports de Fort William et Port Arthur, Ont.; de s'enquérir des tarifs comparatifs du transport du grain par les navires traversant les grands lacs entre Duluth, Milwaukee et Chicago et les ports des lacs de l'est; de comparer ces tarifs avec ceux appliqués sur les navires des armateurs accusés d'entente frauduleuse, circulant entre Port Arthur et Fort William et les ports de l'est; enfin, de procéder à toutes autres enquêtes et investigations que les dits commissaires pourront juger utiles et nécessaires. M. Simon J. McLean sera